



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 28 août 2025 portant prescriptions complémentaires à la société BUTACHIMIE à Chalampé

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, ses livres II et V et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45,

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation,

VU l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU les arrêtés préfectoraux encadrant les installations et notamment :

- l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 portant prescriptions complémentaires (codificatif pour la partie risque chronique) à la société Butachimie pour son établissement de Chalampé,
- l'arrêté préfectoral du 20 juin 2024 portant prescriptions complémentaires à la société Butachimie pour l'exploitation de ses installations,

VU l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le courrier de demande du 20 novembre 2024 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées,

VU les courriers en réponse de l'exploitant des 4 février, 4 mars et 23 mai 2025,

VU le rapport de la visite de contrôle du 27 mai 2025 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées,

VU la transmission du rapport susvisé à l'exploitant en date du 27 juin 2025,

VU la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral en date du 10 juillet 2025,

VU le courrier en réponse de l'exploitant à ce projet d'arrêté transmis, en date du 5 août 2025,

Considérant que certaines substances per- et polyfluoroalkylées sont susceptibles de porter atteintes à l'environnement et à la santé humaine, intérêts protégés de l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

Considérant que les analyses de substances per- et polyfluoroalkylées, réalisées sous accréditation COFRAC en date du 1^{er} septembre, 10 et 11 octobre 2023, révèlent la présence de substances per- et polyfluoroalkylées en quantité significative dans les rejets aqueux de la société Butachimie,

Considérant que les analyses de substances per- et polyfluoroalkylées, réalisées sous accréditation COFRAC en date du 11 octobre et 23 novembre 2023, révèlent la présence de fluor organique en quantité significative dans les rejets aqueux de la société Butachimie,

Considérant que par les investigations complémentaires réalisées par l'exploitant sur 2024 et 2025 l'exploitant met en avant que :

- le paramètre 6:2 FTOH n'a été quantifiée que lors des deux premières campagnes de 2023 (accréditation non disponible lors des premières campagnes de 2023) puis n'est plus quantifié sur les campagnes suivantes,
- les PFAS détectés dans les rejets des installations (en dessous du seuil de quantification de 100 ng/l, sont également présents dans les eaux amonts des installations, et notamment dans les eaux forages (eaux souterraines),
- les PFAS retrouvées dans les compositions des émulseurs sont cohérents avec les PFAS retrouvés dans les eaux forages analysées,
- les eaux entrant dans les procédés de fabrication (mélange d'eaux de forage) contribuent à la présence de PFAS dans le rejet des installations, et que les rejets associés à ces alimentations sont par application d'un bilan matière non impactés par une contribution du procédé de fabrication,
- lors de la dernière campagne de mars 2025, les mesures réalisées sur les AOF et les PFAS ne dépassent pas les valeurs des limites de quantification définies par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023,

Considérant dès lors, qu'il convient de fixer par voie d'arrêté préfectoral les dispositions permettant de garantir un maintien minimum dans le temps de la surveillance des prélèvements et rejets afin de confirmer les conclusions des investigations menées par l'exploitant et retranscrite dans le rapport de contrôle susvisé,

Considérant que la demande formulée par l'exploitant dans son courrier du 5 août 2025, concernant les précisions à apporter à l'article 2 est recevable et intégrée au présent acte,

Considérant que la demande formulée par l'exploitant dans son courrier du 5 août 2025, concernant la demande de modification des prescriptions de l'article 3 ne sont pas recevables. En effet l'objet de la prescription est de maintenir une surveillance dans le temps des substances per- et polyfluoroalkylées émises par le site (et dépassant les limites de quantification) avec une démonstration pérenne par l'exploitant de l'absence de contribution par l'exploitant de la pollution émise,

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant en date du 10 juillet 2025 et sa réponse en date du 5 août 2025,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er}: objet.

La société Butachimie SNC, dont le siège social est situé Usine de Chalampé – Gestiftsfeld - 68490 Chalampé, est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants pour l'exploitation de son usine de production de Chalampé – Gestiftsfeld - 68490 Chalampé.

Article 2 : surveillance des émissions de substances per- et polyfluoroalkylées.

L'exploitant met en œuvre à partir de l'année 2025 une surveillance trimestrielle des émissions de ses installations pour les paramètres et substances listées en annexe I du présent arrêté.

Cette surveillance s'impose à l'ensemble des points de rejets réglementés à l'article 4.3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 susvisé.

Dans le cadre de la surveillance des rejets industriels les eaux amont sont systématiquement analysées en même temps que les eaux rejetées (le contrôle de ces eaux passe a minima par un prélèvement sur l'alimentation générale des installations, ou peut être constitué par plusieurs échantillonnages au niveau des points définis par l'exploitant). Les points de prélèvements retenus pour l'eau amont des points de rejets doit être représentative du fonctionnement des installations. L'exploitant est en mesure de démontrer la représentativité de ses échantillons constitués.

Les modalités techniques relatives à la mise en oeuvre des campagnes de mesures respectent les dispositions du point I de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé.

Les résultats d'analyses accompagnés de commentaires sont transmis au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Article 3 : critères d'adaptation de la surveillance des émissions.

La surveillance requise par l'article 2 du présent arrêté peut être arrêtée par l'exploitant dans le cas où 8 campagnes consécutives montrent des valeurs mesurées pour les substances listées en annexe 1 inférieures à la valeur limite de quantification imposée par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé.

Dans le cas où les campagnes de mesures imposées par l'article 2 ne permettent plus de montrer l'absence de contribution du site en rejets PFAS, l'exploitant maintient la surveillance pour les substances concernées, et met en oeuvre un processus de recherche des origines des substances dont il est contributeur in-fine. Ce processus consiste à minima en :

- de nouvelles investigations (prélèvements et analyses) sur des points de rejets interne à l'établissement représentatifs des émissions identifiées, afin de déterminer les installations à l'origine des contaminations éventuellement constatées,
- une reprise des recherches quant aux substances per- et polyfluoroalkylées, susceptibles d'être engagées dans les procédés via les matières premières, les produits de maintenance, et tout autre contributeur, avec une consultation des fournisseurs pour obtention d'éléments permettant de démontrer l'absence de substances per- et polyfluoroalkylées dans les éléments précités.

Article 4 : recensement des usages de substances per- et polyfluoroalkylées.

La liste établie en application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 est complétée et mise à jour à l'éclairage des résultats des campagnes de surveillance prescrites ci-avant et investigations complémentaires menées sur les produits susceptibles d'être présent ou ayant pu être présent ou utilisé dans les installations.

Article 5 : gestion des déchets générés.

Les déchets générés par les investigations et traitements (eaux, boues, sols, charbons actifs par exemple) mis en œuvre en application du présent arrêté sont traités dans des conditions répondant aux obligations de prévention des pollutions, et en particulier, tout déchet liquide ou solide présentant une concentration en somme des PFAS ou AOF supérieure à 1ppm (1 mg/l ou 1 mg/kg) sera dirigé vers une filière adaptée aux déchets dangereux.

Article 6 : modalités d'exécution.

Article 6.1 : publicité.

Une copie du présent arrêté est transmise au maire de Chalampé pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Chalampé.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6.2 : frais.

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6.3 : droit des tiers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6.4 : sanctions.

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre 1er du titre 7 du Livre 1er du Code de l'environnement.

Article 6.5 : transmission à l'exploitant.

Copie du présent arrêté est transmise à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

Article 6.6 : exécution.

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Chalampé et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand'Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société Butachimie.

À Colmar, le 28 août 2025

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le directeur de cabinet,
secrétaire général suppléant

signé

Thomas DIMICHELE

Délais et voies de recours (article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

ANNEXE I – Liste des paramètres et substances à intégrer au programme de surveillance

Nom	Abréviation	N° CAS	N°CAS alternatif	Code Sandre
Organo Fluorés Adsorbables	AOF			8986
Acide Perfluorobutanoïque	PFBA	375-22-4		5980
Acide perfluoropentane	PFPeA	2706-90-3		5979
Acide perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4		5978
Acide perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9		5977
Acide perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1		5347
Acide perfluorononanoïque	PFNA	375-95-1		6508
Acide perfluorodecanoïque	PFDA	335-76-2		6509
Acide Perfluoroundecanoïque	PFUnDA	2058-94-8		6510
Acide perfluorododecanoïque	PFDoDA	307-55-1		6507
Acide perfluorotridécanoïque	PFTTrDA	72629-94-8		6549
PFBS (Perfluorobutanesulfonic acid)	PFBS	375-73-5	59933-66-3	6025
Acide perfluoropentanesulfonique	PFPeS	2706-91-4	630402-22-1	8738
Sulfonate de perfluorohexane	PFHxS	355-46-4		6830
Sulfonate de perfluoroheptane	PFHpS	375-92-8		6542
Acide sulfonique de perfluorooctane	PFOS	1763-23-1	45298-90-6	6560 / 6561
Acide perfluorononane sulfonique	PFNS	68259-12-1		8739
Acide perfluorodecane sulfonique	PFDS	335-77-3		6550
Acide perfluoroundécane sulfonique	PFUnDS	749786-16-1		8740
Acide perfluorododécane sulfonique	PFDoDS	79780-39-5		8741
PFTTrDS (Perfluorotridecane sulfonic acid)	PFTTrDS	791563-89-8		8742
Acide Perfluorotetradecane	PFTeDA	376-06-7		6547
Acide perfluorohexadecanoïque	PFHxDA	67905-19-5		8984
Acide perfluorooctadecanoïque	PFODA	16517-11-6		8985
HFPO-DA (GenX)	HFPO-DA	13252-13-6	62037-80-3	8982
DONA (Dodecafluoro-3H-4,8-dioxanonoate)	DONA	919005-14-4	958445-44-8	8983
Perfluoro([5-methoxy-1,3-dioxolan-	C6O4	1190931-	1190931-41-9	8981

4-yl]oxy) acetic		41-9		
6:2 Fluorotelomer alcool	6:2 FTOH	647-42-7		7997
Perfluoro-1-decanol	8:2 FTOH	678-39-7		8000
6:2 Fluorotélomère sulfonate	6:2 FTS	27619-97-2		7893
Perfluor-1-octanesulphonamide-EtAce	PFOSAA	2991-50-6		7988
N-methyl-perfluorooctane sulfonamide	MeFOSA	31506-32-8		7089
Perfluoro-3,6-dioxaheptanoic acid	3,6-OPFHpA	151772-58-6		9117
1H,1H,2H,2H-Acide Perfluorohexanesulfonique	4:2 FTS	757124-72-4		7945
N-ethyl-perfluorooctane sulfonamido ethanol	EtFOSE	1691-99-2		9200
10:2 Acide sulfonique fluorotelomère	10:2 FTS	120226-60-0		9109
9 chlorohexadecafluoro 3 oxanonane 1 sulfonate	6:2 Cl-PFAES	756426-58-1		9111
1H,1H,2H,2H Perfluorodecanesulphonic acid	8:2 FTS	481071-78-7	39108-34-4	7946
Perfluoro 3 methoxypropanoic acid	PFMOPrA	377-73-1		9183
Perfluoro 4 methoxybutanoic acid	PFMOBA	863090-89-5		9182
Sulfonate de perfluorosulfonamide	PFOSA	754-91-6		6548
N-ethyl-perfluorooctane sulfonamide	EtFOSA	4151-50-2		6662
N-methyl-perfluorooctane sulfonamido ethanol	MeFOSE	24448-09-7		9210
Acide N-méthyl perfluorooctane sulfonamide	NMeFOSAA	2355-31-9		7987
Perfluorohexanesulfonamide	PFHxSA	41997-13-1		9129
11-chloroeicosafluoro-3-oxaundecane-1-sulfonate	8:2 Cl-PFAES	763051-92-9		9110
Perfluoro-4-ethylcyclohexanesulfonate	PFECHS	335-24-0		
Perfluoro-(2-ethoxyethane)-sulfonic acid	PFEESA	113507-82-7		9181
Fluorotelomer carboxylic acid	3:3 FTCA	356-02-5		9170
Fluorotelomer carboxylic acid	5:3 FTCA	914637-49-3		7951

Fluorotelomer carboxylic acid	7:3 FTCA	812-70-4		9171
PFAS HFPO-T	HFPO-TA	13252-14-7		9203
Perfluorobutane-sulphanomide	FBSA	30334-69-1		6049
Produit de base B / LW1SX	6:2 FTAB	34455-29-3		7991